

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/200273]

29 JUIN 2017. — Arrêté ministériel portant exécution partielle, en matière de formation professionnelle, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

La Ministre de la Formation,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, les articles 11 à 14;

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 57 à 62;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, les articles 12 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, les articles 5 et 11;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 juin 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 juin 2017;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant que le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré fixe l'entrée en vigueur du portefeuille intégré d'aide au 1^{er} juillet 2017 en ce qui concerne la formation professionnelle;

Considérant que le présent arrêté ministériel met en œuvre l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Que cet arrêté est entré en vigueur le 1^{er} mars 2017;

Considérant que le présent arrêté ministériel doit entrer en vigueur le 1^{er} juillet 2017 afin d'assurer la sécurité juridique de l'ensemble du dispositif et permettre la mise en œuvre du soutien aux porteurs de projets et aux entreprises en vue de promouvoir l'entrepreneuriat ou la croissance, c'est-à-dire en vue de générer une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de formation professionnelle,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté ministériel et de ses annexes, on entend par :

1^o le décret : le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

2^o l'arrêté : l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

3^o la Ministre : la Ministre de la Formation;

4° l'Administration : la Direction de la Formation professionnelle du Département de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

5° le ou les porteurs de projet : la ou les personnes telles que définies à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret et qui respectent les conditions visées à l'article 3;

6° le prestataire de services : la personne physique ou la personne morale telle que visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, du décret;

7° la plateforme web : l'application web www.cheques-entreprises.be;

8° la Commission : la Commission chèques visée à l'article 24bis du décret du 10 avril 2003 relatif aux incitants financiers à la formation des travailleurs occupés par les entreprises, étant entendu que les missions de ladite Commission dans le cadre du présent arrêté sont définies aux articles 7, 8 et 10;

9° le code NACE-BEL 2008 : la nomenclature d'activités économiques visée à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7^o, de l'arrêté.

Art. 3. § 1^{er}. Le ou les porteurs de projet qui souhaitent bénéficier des aides du portefeuille électronique concernant le chèque-formation à la création d'entreprise du pilier « Formation » visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret, ainsi que du pilier « Coaching » visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret développent un projet d'activité qui ne fait pas partie d'un des secteurs exclus suivants, conformément à l'article 1^{er}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, c), du décret, et ce par référence au Code NACE-BEL 2008, à savoir :

1° le secteur de la pêche et l'aquaculture (code NACE-BEL 2008 : 03.);

2° le secteur de la production primaire de produits agricoles (code NACE-BEL 2008 : 01.1 à 01.5);

3° le secteur de la transformation et de la commercialisation de produits agricoles lorsque :

a) le montant d'aide est fixé sur la base du prix ou de la quantité des produits de ce type achetés à des producteurs primaires ou mis sur le marché par les entreprises concernées;

b) l'aide est conditionnée au fait d'être partiellement ou entièrement cédée à des producteurs primaires.

Sont également exclus par référence au code NACE-BEL 2008, les secteurs suivants :

1° l'extraction de houille, lignite, pétrole, gaz (code NACE-BEL 2008 : 05.1 à 06.2);

2° l'extraction d'uranium et de thorium (code NACE-BEL 2008 : 07.210);

3° l'extraction de tourbe : (Code NACE-BEL 2008 : 08.920);

4° le soutien à l'extraction d'hydrocarbure : (code NACE-BEL 2008 09.100);

5° les activités de soutien aux autres industries extractives, pour l'extraction de houille et de lignite : (code NACE-BEL 2008 09.900);

6° le raffinage du pétrole, pour la fabrication de briquettes de tourbe et la fabrication de briquettes de houille et de lignite (code NACE-BEL 2008 19.200);

7° la fabrication d'autres produits chimiques inorganiques de base, pour l'enrichissement de minerais d'uranium et de thorium (code NACE-BEL 2008 20.30);

8° la fabrication des fibres artificielles et synthétiques (code NACE-BEL 2008 20.60);

9° la sidérurgie (code NACE-BEL 2008 24.1);

10° l'élaboration et la transformation de matières nucléaires (code NACE-BEL 2008 24.46);

11° la production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau (code NACE-BEL 2008 35 à 36) à l'exception des énergies renouvelables;

12° la collecte des déchets dangereux, pour la collecte de déchets nucléaires (code NACE-BEL 2008 38.12);

13° le traitement et l'élimination des déchets dangereux, pour le traitement, l'élimination et le stockage de déchets radioactifs nucléaires sauf s'il s'agit de traitement et d'élimination de déchets radioactifs transitoires des hôpitaux, c'est-à-dire qui se dégradent au cours du transport (code NACE-BEL 2008 38.222);

14° la promotion immobilière et le génie civil, pour les activités immobilières (code NACE-BEL 2008 41. et 42);

15° la grande distribution dont l'objet principal est la vente de biens aux particuliers (code NACE-BEL 2008 47.113 à 47.115 et 47.191 à 47.192);

16° le transport terrestre et transport par conduites (code NACE-BEL 2008 49), à l'exception des codes NACE BEL 2008 49.3 autres transports terrestres de voyageurs et 49.4 transport routier de fret et services de déménagement;

17° le transport par eau et transport aérien (code NACE-BEL 2008 50 et 51);

18° la programmation et diffusion de programmes de radio et de télévision (code NACE-BEL 2008 60);

19° les agences de presse (code NACE-BEL 2008 63.91);

20° les activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite; assurance, réassurance et caisses de retraite, à l'exclusion des assurances sociales obligatoires; activités auxiliaires de services financiers et d'assurance; activités immobilières (code NACE-BEL 2008 64 à 68);

21° les activités juridiques et comptables (code NACE-BEL 2008 69);

22° les activités de contrôle et analyses techniques (code NACE BEL 2008 71.2);

23° la recherche - développement scientifique (code NACE BEL 2008 72);

24° les activités vétérinaires (code NACE-BEL 2008 75);

25° les activités combinées de soutien lié aux bâtiments (code NACE-BEL 2008 81.1);

26° l'enseignement et la formation (code NACE-BEL 2008 85);

27° les activités médico-sociales et sociales avec hébergement (code NACE-BEL 2008 87);

28° les bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles (code NACE-BEL 2008 91);

29° l'organisation de jeux de hasard et d'argent (code NACE-BEL 2008 92);

30° les activités immobilières (code NACE BEL 2008 68).

§ 2. Le ou les porteurs de projet qui souhaitent bénéficier des aides du portefeuille électronique concernant le chèque-formation à la création d'entreprise du pilier " Formation " visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret, ainsi que du pilier « Coaching » visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret s'engagent à suivre des formations en rapport avec la création ou la reprise d'entreprises auprès d'un prestataire de service agréé conformément à la procédure visée à l'article 7.

§ 3. Sont exclus du bénéfice des aides du portefeuille électronique concernant le chèque-formation à la création d'entreprise du pilier " Formation " visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret, ainsi que du pilier « Coaching » visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, du décret, le ou les porteurs de projet :

1° qui ne sont pas en situation de séjour légal sur le territoire belge conformément à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers;

2° qui ne peuvent faire la preuve du respect des dispositions légales ou réglementaires fixant les conditions d'accès à la profession concernée, à l'exception des certificats donnant accès à la maîtrise en gestion et comptabilité qui peuvent être acquis durant la phase d'élaboration du projet;

3° qui ont été condamnés à une peine privative de liberté de trois mois au moins, même conditionnellement, pour une des infractions prévues aux articles 489, 489bis et 489ter du Code pénal et qui n'ont pas été réhabilités.

Art. 4. § 1^{er}. Conformément à l'article 5, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté, les types de coûts admissibles dans le cadre du chèque-formation à la création d'entreprise du pilier

" Formation " visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, ainsi que du pilier « Coaching » visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du décret, sont les suivants :

1° les frais de personnel des prestataires de services, pour les heures durant lesquelles ils participent à la formation ou au coaching;

2° les coûts de fonctionnement des prestataires de services et des porteurs de projet directement liés à la formation ou au coaching tels que les frais de déplacement, les dépenses de matériaux et de fournitures directement liés à la formation ou au coaching, l'amortissement des instruments et des équipements, au prorata de leur utilisation exclusive pour le projet de formation ou de coaching, à l'exception des coûts d'aménagement ainsi que des coûts d'aménagement minimaux nécessaires pour les porteurs de projet qui sont des travailleurs handicapés;

3° les coûts de personnel des porteurs de projet et les coûts généraux indirects (coûts administratifs, location, frais généraux), pour les heures durant lesquelles les porteurs de projet assistent à la formation ou au coaching, à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée.

Les coûts d'émission des chèques-formation à la création d'entreprise visés à l'alinéa 1^{er} dans le cadre d'un même projet, porté par un même porteur de projet, sont à charge de l'intervention publique pour les deux premiers chèques émis. Les coûts résultant de toute émission supplémentaire de chèque-formation à la création d'entreprise visés à l'alinéa 1^{er} pour le même projet sont à charge du prestataire de service ou, en cas de changement de prestataire de service, à charge du porteur de projet.

Les coûts induits directement par la demande de chèque-formation à la création d'entreprise visés à l'alinéa 1^{er} ne sont pas éligibles.

§ 2. Les coûts admissibles visés au paragraphe 1^{er}, ne peuvent être identiques et récurrents.

La durée dans laquelle les prestations de services comprenant les coûts admissibles visés au paragraphe 1^{er} sont réalisées est de deux années.

§ 3. Le pourcentage de l'aide du portefeuille électronique relative aux coûts admissibles visés au paragraphe 1^{er} est de quatre-vingt pourcent.

La quote-part du ou des porteurs de projets dans la prise en charge des coûts admissibles visés au paragraphe 1^{er} est de vingt pourcent.

§ 4. Dans la limite des plafonds visés à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté, le montant maximal de l'intervention publique dans la prise en charge des coûts admissibles visés au paragraphe 1^{er} est de 6000 euros sur deux années.

Art. 5. Les prestations dans le cadre du chèque-formation à la création d'entreprise du pilier " Formation " visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, ainsi que du pilier « Coaching » visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du décret, sont réalisées par les prestataires de service agréés conformément à la procédure visée à l'article 7.

Les prestations visées à l'alinéa 1^{er} peuvent être suivies individuellement ou en groupe.

Art. 6. Pour pouvoir réaliser des prestations dans le cadre du chèque-formation à la création d'entreprise du pilier " Formation " visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, ainsi que du pilier « Coaching » visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du décret, les prestataires de services doivent remplir les conditions suivantes :

1° soit dispenser des formations pour lesquelles ils sont agréés, soit assurer un accompagnement du porteur de projet dans la réalisation de son projet;

2° s'assurer que le projet du porteur de projet est réalisable;

3° accompagner le porteur de projet lors de son inscription sur la plate-forme web;

4° remplir et délivrer les documents nécessaires au paiement des chèques électroniques;

5° établir une convention avec le ou les porteurs de projet pour la réalisation de la prestation, dont le modèle figure en annexe 1 du présent arrêté;

6° être agréé par la Ministre conformément à la procédure visée à l'article 7;

7° respecter les législations sociales et fiscales en vigueur;

8° présenter un descriptif des moyens et ressources matériels permettant d'assurer le coaching et les formations;

9° disposer, sans préjudice de l'article 9, du personnel pédagogique nécessaire à l'organisation des formations ou de l'accompagnement;

10° démontrer une expérience effective dans le domaine de l'accompagnement ou de la formation professionnelle, vérifiée sur la base des éléments suivants :

a) la professionnalisme et la qualité des services rendus;

b) la capacité d'analyse de la pertinence des projets;

c) la capacité de réorienter le porteur de projet;

d) l'encadrement.

Art. 7. § 1^{er}. Le prestataire de service qui sollicite un agrément dans le cadre du présent arrêté adresse une demande à l'Administration, soit par courrier, soit par voie électronique, au moyen du formulaire dont le modèle est déterminé par l'Administration.

L'Administration accuse réception de la demande d'agrément dans les dix jours de sa réception. Si la demande est incomplète, l'Administration en avise le demandeur dans le même délai. Le prestataire de service dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre les documents ou renseignements manquants. A défaut, l'Administration informe le demandeur qu'elle classe sa demande sans suite.

Sans préjudice de l'article 28, de l'arrêté, l'instruction de la demande est effectuée par l'Administration sur la base d'un référentiel de qualité, dont le modèle est déterminé par l'Administration, comportant des éléments d'information et de compétence ainsi que des engagements concrets en matière de qualité de services et de qualité de formation ou de coaching.

L'Administration peut solliciter l'avis de la Commission qui se prononce dans un délai de trente-cinq jours à partir de la date de réception de la demande d'avis. Passé ce délai, l'Administration poursuit l'instruction de la demande.

L'Administration transmet à la Ministre une proposition de décision dûment motivée, accompagnée le cas échéant de l'avis de la Commission, dans les nonante jours de la réception de la demande.

La Ministre prend sa décision dans les quinze jours qui suivent la réception de la proposition visée à l'alinéa 5 et lui transmet la décision dans le même délai.

L'Administration notifie la décision au prestataire de service dans les dix jours de sa réception.

L'agrément est accordé pour une période de trois ans renouvelable.

La demande de renouvellement est introduite auprès de l'Administration au plus tôt six mois et au plus tard quatre mois avant l'expiration de l'agrément en cours.

La procédure de renouvellement d'agrément est effectuée dans les mêmes délais et selon les mêmes modalités que la procédure d'agrément.

§ 2. Le prestataire de service qui souhaite faire agréer une nouvelle formation ou dispenser un nouvel accompagnement pendant la période de trois ans pour laquelle il a été agréé en fait la demande à l'Administration qui l'instruit dans la forme et selon les modalités visées au paragraphe 1^{er}.

En cas de décision favorable, l'agrément est étendu à la nouvelle formation ou au nouvel accompagnement, et ce jusqu'au terme de l'agrément initial.

§ 3. Les agréments obtenus par des opérateurs de formation agréés par ou en vertu du décret du décret 19 décembre 2002 relatif aux chèques-formation à la création d'entreprises, sont présumés être des agréments de prestataires de services dans le cadre du décret.

Les agréments visés à l'alinéa 1^{er} sont valables pour une durée de six mois à dater du 1^{er} juillet 2017.

Les opérateurs de formation visés à l'alinéa 1^{er} doivent introduire leur demande d'agrément dans le cadre du présent arrêté au plus tard pour le 1^{er} octobre 2017.

§ 4. En cas de refus d'agrément, le prestataire de service peut introduire, par toute voie lui conférant date certaine, un recours motivé auprès de l'Administration dans les quinze jours à compter de la réception de la décision de refus.

L'Administration accuse réception du recours dans les dix jours. Elle instruit le dossier et transmet une proposition à la Ministre dans les trente jours de la réception du recours visé à l'alinéa 1^{er}.

Le cas échéant, l'Administration peut solliciter l'avis de la Commission. Dans ce cas, la Commission se prononce dans un délai de trente-cinq jours à partir de la date de réception de la demande d'avis, et le délai visé à l'alinéa 2 est porté à soixante jours.

La Ministre confirme ou infirme sa décision initiale dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la proposition de l'Administration.

L'Administration notifie la décision au prestataire de service dans les dix jours de sa réception.

Art. 8. § 1^{er}. En application de l'article 12, § 2, de l'arrêté, l'Administration peut exclure le prestataire de services du portefeuille électronique pendant une durée d'un an.

Au préalable, l'Administration adresse au prestataire de service un avertissement par courrier recommandé l'invitant à faire part de ses observations et moyens de défense dans les quinze jours de la réception de la lettre recommandée.

Le courrier d'avertissement précise les motifs pour lesquels l'exclusion du portefeuille est envisagée.

A sa demande, le prestataire de service ou son mandataire peut être entendu par la Commission dans un délai de trente-cinq jours à dater de la réception de la demande par l'Administration.

La Commission rend son avis dans les quinze jours suivant l'audition du prestataire de service. Si le prestataire de service ne souhaite pas être auditionné, l'Administration peut solliciter l'avis de la Commission qui se prononce dans le délai visé à l'alinéa 4.

L'Administration notifie, par envoi ayant date certaine, la décision visée à l'alinéa 1^{er} et y précise les délais et voies de recours. Elle en informe également la Ministre par voie électronique.

Le prestataire de service qui a été exclu du portefeuille ne peut pas accueillir de nouveaux porteurs de projet jusqu'à la mise en conformité de ses obligations. Les porteurs de projet ayant entamé une formation ou un coaching avant la décision d'exclusion sont autorisés à poursuivre leur formation ou leur coaching jusqu'au terme de celui-ci.

Au terme de la période d'exclusion, le prestataire de service qui a été exclu du portefeuille sollicite l'autorisation de se réinscrire sur la plateforme web au moyen du formulaire dont le modèle est déterminé par l'Administration.

L'Administration accuse réception de la demande visée à l'alinéa 7 et transmet une proposition de décision à la Ministre dans un délai de cinq jours. La Ministre prend sa décision dans les dix jours qui suivent la réception de la proposition de l'Administration et lui transmet dans le même délai. L'Administration notifie la décision au prestataire de service dans les cinq jours de sa réception.

§ 2. En application de l'article 13, alinéa 2, de l'arrêté, la Ministre peut, sur proposition de l'Administration, retirer l'agrément du prestataire de service.

Au préalable, l'Administration adresse au prestataire de service un avertissement par courrier recommandé l'invitant à faire part de ses observations et moyens de défense dans les quinze jours de la réception de la lettre recommandée.

Le courrier d'avertissement précise les motifs pour lesquels le retrait est envisagé.

A sa demande, le prestataire de service ou son mandataire peut être entendu par la Commission dans un délai de trente-cinq jours à dater de la réception de la demande par l'Administration.

La Commission rend son avis dans les quinze jours suivant l'audition du prestataire de service. Si le prestataire de service ne souhaite pas être auditionné, l'Administration peut solliciter l'avis de la Commission qui se prononce dans le délai visé à l'alinéa 4.

L'Administration transmet le dossier, accompagné le cas échéant de l'avis de la Commission, à la Ministre qui se prononce dans les quinze jours de la réception du dossier.

L'Administration notifie, par envoi ayant date certaine, la décision visée à l'alinéa 1^{er} et y précise les délais et voie de recours.

Le prestataire de service qui s'est vu retirer son agrément ne peut plus introduire de nouvelle demande d'agrément dans les douze mois suivant la date de notification du retrait d'agrément.

Art. 9. § 1^{er}. En application de l'article 16, § 1^{er}, alinéa 4, de l'arrêté, le prestataire de service qui envisage de faire appel à des sous-traitants pour la réalisation de tout ou partie des prestations visées dans la convention transmet le projet de convention à l'Administration, pour accord préalable, avant son introduction sur la plateforme Web.

Conformément à l'article 22 de l'arrêté, le prestataire de service qui, en cours d'exécution de la convention, envisage de faire appel à des sous-traitants pour la réalisation de tout ou partie des prestations visées dans ladite convention, adresse une demande d'autorisation à l'Administration, soit par courrier, soit par voie électronique. La demande est accompagnée d'une copie de la convention de collaboration, dont le modèle est déterminé par l'Administration.

L'Administration se prononce dans les dix jours qui suivent la réception de la demande visée à l'alinéa 2.

§ 2. Le prestataire de service qui, en application du paragraphe 1^{er}, a été autorisé à faire appel à des sous-traitants, communique à l'Administration, chaque année, à la date anniversaire de l'autorisation, la liste de ses sous-traitants.

Art. 10. Un suivi du présent arrêté ministériel est assuré par la Commission qui, dans ce cadre, a pour missions de :

1° formuler des recommandations destinées à permettre d'améliorer la qualité des prestataires de services;

2° remettre un avis sur l'évolution du chèque-formation à la création d'entreprise du pilier « Formation » visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, ainsi que du pilier « Coaching » visé à l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, du décret.

Art. 11. Conformément à l'article 20, § 1^{er}, alinéa 3, de l'arrêté, le prestataire de service joint à sa facture un rapport d'exécution dont le modèle est visé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 12. Sans préjudice du contrôle effectué par l'Administration conformément à l'article 23 de l'arrêté, la surveillance et le contrôle du décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés conformément au décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la reconversion et au recyclage professionnelles.

Art. 13. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 2017.

Namur, le 29 juin 2017.

E. TILLIEUX

ANNEXE 1^{er}

Convention de collaboration entre le porteur de projet et le prestataire de service

1) Identification des parties

Le prestataire de service,

Numéro d'inscription plate forme web :	
Dénomination	
Statut juridique	
Adresse - CP - LOCALITE	
Numéro d'entreprise	
Numéro d'agrément	
Nom, prénom et fonction de la personne responsable	

Le porteur de projet,

Numéro d'inscription plate-forme web	
Nom -Prénom	
Date de naissance	
Nationalité	
Sexe	
Adresse -Code postal -Localité	
Téléphone et e-mail	
N° de compte bancaire	
Diplôme le plus élevé obtenu :	
Universitaire (licence, doctorat, diplômes complémentaires ...)	
Master (supérieur de type long)	
Baccalauréat (supérieur de type court, A1)	

Post-secondaire supérieur (certificat de qualification de 7 ^{ème} année, formation chef d'entreprise...)	
Secondaire supérieur, A2 (certificat d'enseignement secondaire supérieur, certificat de qualification de 6 ^{ème} année, apprentissage des classes moyennes)	
Secondaire inférieur, A3 (certificat d'enseignement secondaire inférieur, certificat de qualification de 4 ^{ème} année)	
Primaire	
Sans diplôme	

2) Description du projet

Code NACE de la future activité :

Date présumée du lancement de l'activité :

Description succincte du projet :

3) Finalité du projet

Le porteur de projet :

Souhaite s'installer en qualité de travailleur indépendant à titre principal	
Souhaite créer une société commerciale dans laquelle il exercera la fonction de gérant ou d'administrateur-délégué dont la forme juridique sera :	
Une société anonyme (SA)	
une société à responsabilité limitée (SPRL /SPRLU)	
une société en commandite simple (SCS)	
une société en commandite par action (SCA)	
une société coopérative à responsabilité limitée ou illimitée (SCRL ou SCRI)	
une société en nom collectif (SNC)	
un groupement d'intérêt économique (GIE)	
non encore défini	

- l'activité est une activité à finalité sociale : OUI / NON

- Lieu de l'activité (code postal et localité) :

4) Description de la prestation de service

Description des formation(s) /accompagnement proposés :

Nombre d'heure de formation/accompagnement prévu pour la prestation :

Lieu de la formation/accompagnement :

Coût horaire de la formation/accompagnement :

Moyens matériels mis à disposition :

Planning des formations/accompagnement prévus :

	Montants HTVA
Montant Total de la prestation (100 %) :	
Montant sollicité dans le cadre du portefeuille d'aide (80 % montant total) :	
Montant de l'intervention du Porteur de projet (20 % montant total) :	

5) Sous-traitance

Intervention de sous-traitance pour la prestation : OUI/NON

Si oui :

Dénomination	
Statut juridique	
Adresse - CP - LOCALITE	
Numéro d'entreprise	
Numéro d'agrément	
Nom, prénom et fonction de la personne responsable	
Type d'intervention	Formation / accompagnement
Nombre d'heures	
Pourcentage de sous-traitance dans la prestation	

Attention : Le sous-traitant ne pourra dispenser que des formations/accompagnement contenus dans l'agrément du prestataire de service.

6) Respect de la législation

Le prestataire de service et le porteur de projet s'engagent à respecter toutes les dispositions légales du décret du 21 décembre 2016 et de ses modalités d'exécution.

7) Engagements des parties

1. Le prestataire de service s'engage :

- à assurer les formations ou l'accompagnement du porteur de projet qui a un projet réalisable;
- à vérifier que le porteur de projet réponde aux conditions d'accès du décret du 21 décembre 2016 et de ses modalités d'exécution;
- à ce que la prestation fournie soit conforme à la demande du porteur de projet et à respecter la présente convention;
- à une obligation de résultat envers le porteur de projet;
- à fournir les services de qualité au porteur de projet.

2. Le porteur de projet s'engage :

- à suivre les formations/accompagnement définis dans la présente convention;
- à s'installer en tant qu'indépendant à titre principal ou à créer son entreprise en Région wallonne.

8) Déclaration et obligations des parties

En cas de fausse déclaration, d'infraction et /ou du non respect des dispositions du décret du 21 décembre 2016 et de ses modalités d'exécution ou de la présente convention, le porteur de projet ou le prestataire de service, devra rembourser à la Région wallonne les subsides/recettes dont il a bénéficié pour la prestation visée dans la présente convention.

Fait à.....le.....

Signature du porteur de projet

Signature du prestataire de service

Les documents à annexer

- Extrait de casier judiciaire;
- L'attestation de non-affiliation à titre principal à une caisse d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;
- Attestation sur l'honneur du porteur de projet sur l'absence du statut d'indépendant à titre principal, d'administrateur ou de gérant d'une société commerciale au moment de la signature de cette convention.

ANNEXE 2**Rapport d'exécution du prestataire de service****Identification des parties****Le prestataire de service**

Dénomination :

Statut juridique :

Numéro d'agrément :

Adresse - CP - LOCALITE :

Numéro d'entreprise :

Le porteur de projet

Numéro d'inscription (plate-forme web) :

Nom -Prénom :

Date de naissance :

Description de la prestation de service

Formation(s) dispensée(s) /accompagnement :

Nombre d'heure de formation/accompagnement suivies par le porteur de projet :

Taux d'assiduité du porteur de projet :

Si formation par un sous-traitant, résultat de l'enquête de satisfaction faite auprès du porteur de projet sur la qualité de la formation:

Montant de la prestation de service HTVA :

	Montants HTVA
Montant Total de la prestation (100 %) :	
Montant sollicité dans le cadre du portefeuille d'aide (80 % montant total) :	
Montant de l'intervention du Porteur de projet (20 % montant total) :	

Signature du prestataire de service

Fait à.....le.....

Documents à annexer au présent rapport d'exécution :

- La liste de présence avec dates et signature du porteur de projet
- En cas de sous-traitance, une copie de l'enquête de satisfaction faite auprès du porteur de projet.
- Un exemplaire de la facture de la prestation HTVA avec détail de la prestation (avec les mentions : du montant de la quote-part du porteur 20 % , du montant de la part RW 80 % et de la TVA)

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/200273]

29 JUNI 2017. — Ministerieel besluit van de Waalse Regering houdende gedeeltelijke uitvoering, inzake beroepsopleiding, van het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolium aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille

De Minister van Vorming,

Gelet op de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de Gemeenschappen en de Gewesten, inzonderheid op de artikelen 11 tot 14;

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, inzonderheid op de artikelen 57 tot 62;

Gelet op het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolium aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2014 tot regeling van de werking van de Regering, inzonderheid op de artikelen 12 en 19;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, inzonderheid op de artikelen 5 en 11;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolium aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 27 juni 2017;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 juni 2017;

Gelet op artikel 3, § 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolium aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, de inwerkingtreding van de geïntegreerde steunportfolium op 1 juli 2017 vastlegt voor wat de beroepsopleiding betreft;

Overwegende dat dit ministerieel besluit het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolium aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, uitvoert;

Dat dit besluit op 1 maart 2017 in werking is getreden;

Overwegende dat dit ministerieel besluit op 1 juli 2017 in werking moet treden om de rechtszekerheid van het geheel van het beschikking gedeelte te waarborgen en om de uitvoering van de steun aan de projectontwikkelaars en aan ondernemingen mogelijk te maken ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, namelijk met het oog op het tot stand brengen van een toegevoegde waarde voor de Waalse economie, met name in termen van beroepsopleiding,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit ministerieel besluit en van de bijlagen ervan wordt verstaan onder :

1° decreet : het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolium aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

2° besluit: het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017 houdende uitvoering van de hoofdstukken 1, 3 en 4 van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolium aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille;

3° Minister : de Minister van Vorming;

4° Administratie: de Directie Beroepsopleiding van het Departement Werk en Beroepsopleiding van het Operationeel Directoraat-generaal Economie, Werk en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

5° de projectontwikkelaar(s): de persoon of de personen zoals bepaald in artikel 3, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet die de in artikel bedoelde voorwaarden naleeft of naleven;

6° dienstverlener : de natuurlijke of de rechtspersoon zoals bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 7°, van het decreet;

7° webplatform : de webtoepassing www.cheques-entreprises.be;

8° Commissie: De Commissie "Cheques" bedoeld in artikel 24bis van het decreet van 10 april 2003 betreffende de financiële incentives voor de opleiding van werknemers die bij een onderneming in dienst zijn, met dien verstande dat de opdrachten van bedoelde Commissie in het kader van dit besluit in de artikelen 7, 8 en 10 worden bepaald;

9° NACE-BEL-code 2008: de nomenclatuur van economische activiteiten bedoeld in artikel 1, eerste lid, 7°, van het besluit.

Art. 3. § 1. De projectontwikkelaar(s) die wenst(wensen) in aanmerking te komen voor de steun uit de elektronische portfolio betreffende de cheque voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, vallend onder de pijler "opleiding" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet alsook onder de pijler "coaching" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet, ontwikkelt (ontwikkelen) een activiteit die niet deel uitmaakt van één van de volgende uitgesloten sectoren, overeenkomstig artikel 1, § 1, eerste lid, 1°, c), van het decreet, en dit, onder verwijzing naar NACE-BEL-CODE 2008, namelijk:

1° de sector visvangst en aquacultuur (NACE-BEL-code 2008 : 03.);

2° de sector primaire productie van landbouwproducten (NACE-BEL-code 2008 : 01.11 tot 01.5);

3° de sector verwerking en afzet van landbouwproducten wanneer:

a) het bedrag van de steun wordt vastgesteld op basis van de prijs of de hoeveelheid van deze producten die van primaire producenten worden gekocht of door de betrokken ondernemingen in de handel worden gebracht;

b) de steun afhankelijk wordt gesteld van de verplichting deze steun geheel of ten dele aan primaire producenten door te geven.

Onder verwijzing naar NACE-BEL-code 2008 worden de volgende sectoren ook uitgesloten:

1° winning van steenkool, bruinkool, olie, gas (NACE-BEL-code 2008 : 05.01 tot 06.2);

2° winning van uranium en thorium (NACE-BEL-code 2008 : 07.210)

3° winning van turf : (NACE-BEL-code 2008 : 08.920);

4° ondersteunende activiteiten in verband met de aardolie- en aardgaswinning: (NACE-BEL-code 2008 09.100);

5° ondersteunende activiteiten in verband met de overige winning van delfstoffen, voor de winning van steenkool en bruinkool: (NACE-BEL-code 2008 09.900);

6° vervaardiging van geraffineerde aardolieproducten, voor de vervaardiging van turfbricketten en de vervaardiging van steen- en bruinkoolbricketten (NACE-BEL-code 2008 19.200);

7° vervaardiging van andere anorganische chemische basisproducten, voor de verrijking van uranium- en thoriumerts (NACE-BEL-code 2008 20.30);

8° vervaardiging van synthetische en kunstmatige vezels (NACE-BEL-code 2008 20.60);

9° vervaardiging van ijzer en staal en van ferrolegeringen (NACE-BEL-code 2008 24.1);

10° bewerking van splijt- en kweekstoffen (NACE-BEL-code 2008 24.46);

11° productie en distributie van elektriciteit, gas en water (NACE-BEL-code 2008 35 tot 36), met uitzondering van de hernieuwbare energieën;

12° inzameling van gevaarlijk afval, voor de inzameling van kernafval (NACE-BEL-code 2008 38.12);

13° verwerking en verwijdering van gevaarlijk afval, voor de verwerking, de verwijdering en de opslag van radioactief kernafval behalve als het gaat om de verwerking en de verwijdering van tijdelijk radioactief afval van de ziekenhuizen dat tijdens het vervoer zal afnemen (NACE-BEL-code 2008 38.222);

14° ontwikkeling van bouwprojecten en weg- en waterbouw, voor de exploitatie van en handel in onroerend goed (NACE-BEL-code 2008 41 en 42);

15° grootdistributie met als hoofddoel de verkoop van goederen aan particulieren (NACE-BEL-code 2008 47.113 tot 47.115 en 47.191 tot 47.192);

16° vervoer te land en vervoer via pijpleidingen (NACE-BEL-code 2008 49) met uitzondering van NACE-BEL-code 2008 49.3 overig personenvervoer te land en 49.4. goederenvervoer over de weg en verhuisbedrijven;

17° vervoer over water en luchtvaart (NACE-BEL-code 2008 50 en 51);

18° programmeren en uitzenden van radio- en televisieprogramma's (NACE-BEL-code 2008 60);

19° persagentschappen (NACE-BEL-code 2008 63.91);

20° financiële dienstverlening, exclusief verzekeringen en pensioenfondsen; verzekeringen, herverzekeringen en pensioenfondsen, exclusief verplichte sociale verzekeringen, ondersteunende activiteiten voor verzekeringen en pensioenfondsen; exploitatie van en handel in onroerend goed (NACE-BEL-code 64 tot 68);

21° rechtskundige en boekhoudkundige dienstverlening (NACE-BEL-code 2008 69);

22° technische testen en toetsen (NACE-BEL-code 2008 71.2);

23° speur- en ontwikkelingswerk op wetenschappelijk gebied (NACE-BEL-code 2008 72);

24° veterinaire diensten (NACE-BEL-code 2008 75);

25° diverse ondersteunende activiteiten ten behoeve van voorzieningen (NACE-BEL-code 2008 81.1);

26° onderwijs en vorming (NACE-BEL-code 2008 85);

27° maatschappelijke dienstverlening met huisvesting (NACE-BEL-code 2008 87);

28° bibliotheken, archieven, musea en overige culturele activiteiten (NACE-BEL-code 2008 91);

29° loterijen en kansspelen (NACE-BEL-code 2008 92);

30° exploitatie van en handel in onroerend goed (NACE-BEL-code 2008 68).

§ 2. De projectontwikkelaar(s) die wenst(wensen) in aanmerking te komen voor de steun uit de elektronische portfolio betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, vallend onder de pijler "opleiding" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet alsook onder de pijler "coaching" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet, verbindt (verbinden) er zich toe opleidingen te volgen i.v.m. de oprichting of de overname van ondernemingen bij een dienstverlener erkend overeenkomstig de in artikel 7 bedoelde procedure.

§ 3. Voor de steun uit de elektronische portfolio betreffende de cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, vallend onder de pijler "opleiding" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet alsook onder de pijler "coaching" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet, komen niet in aanmerking, de projectontwikkelaars:

1° die niet rechtmatig verblijf hebben op het Belgische grondgebied overeenkomstig de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;

2° die niet kunnen bewijzen dat ze de wets- of regelgevende bepalingen naleven waarbij de voorwaarden voor de toegang tot het betrokken beroep vastgesteld worden, met uitzondering van de getuigschriften die toegang verlenen tot een mastergraad in beheer en boekhouding die ze tijdens de uitwerkingsfase van het project kunnen verwerven;

3° die veroordeeld zijn tot een vrijheidsstraf van minstens drie maanden, zelfs voorwaardelijk, wegens één der overtredingen bedoeld in de artikelen 489, 489bis en 489ter van het Strafwetboek en die niet in ere zijn hersteld.

Art. 4. § 1. Overeenkomstig artikel 5, eerste lid, 1°, van het besluit, zijn de soorten kosten die in het kader van de cheque voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming vallend onder de pijler "opleiding" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet alsook onder de pijler "coaching" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet in aanmerking komen, de volgende:

1° de personeelskosten van de dienstverleners, voor de uren waarin ze aan de opleiding of aan de coaching deelnemen;

2° de werkingskosten van de dienstverleners en van de projectontwikkelaars die rechtstreeks met de opleiding of de coaching verband houden, zoals de reiskosten, materiaal en benodigdheden die rechtstreeks met de opleiding of de coaching verband houden, de afschrijving van werktuigen en uitrusting voor zover deze uitsluitend voor het opleidings- of coachingsproject worden gebruikt met uitzondering van de inrichtingskosten en van de minimale inrichtingskosten die nodig zijn voor de projectontwikkelaars die gehandicapte werknemers zijn;

3° de personeelskosten van de projectontwikkelaars en de algemene indirecte kosten (administratieve kosten, huur, algemene vaste kosten) voor de uren waarin de projectontwikkelaars aan de opleiding of aan de coaching deelnemen, met uitzondering van de belasting over de toegevoegde waarde.

De kosten voor de afgifte van de in het eerste lid bedoelde cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, in het kader van eenzelfde project gedragen door eenzelfde projectontwikkelaar, zijn ten laste van de overheid voor de eerste twee afgegeven cheques. De kosten voortvloeiend uit elke bijkomende afgifte van in het eerste lid bedoelde cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, voor hetzelfde project zijn ten laste van de dienstverlener of, in geval van verandering van dienstverlener, ten laste van de projectontwikkelaar.

De kosten die rechtstreeks voortvloeien uit de aanvraag van in het eerste lid bedoelde cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, komen niet in aanmerking.

§ 2. De in § 1 bedoelde in aanmerking komende kosten mogen niet identiek, noch terugkerend zijn.

De duur waarin de dienstverleningen die de in § 1 bedoelde in aanmerking komende kosten worden uitgeoefend, is twee jaar.

§ 3. Het percentage van de steun van de elektronische portfolio betreffende de in § 1 bedoelde in aanmerking komende kosten is 80 % .

Het aandeel van de projectontwikkelaar(s) in de tenlasteneming van de in § 1 bedoelde in aanmerking komende kosten is 20 % .

§ 4. Binnen de perken van de plafonds bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, van het besluit, is het maximum bedrag van de openbare tegemoetkoming in de tenlasteneming van de in § 1 bedoelde in aanmerking komende kosten 6000 euro over twee jaar.

Art. 5. De dienstverleningen in het kader van de cheque voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming vallend onder pijler "Opleiding" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet en onder pijler "Coaching" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet worden uitgeoefend door de dienstverleners erkend overeenkomstig de in artikel 7 bedoelde procedure.

De in het eerste lid bedoelde dienstverleningen kunnen individueel of in groep gevolgd worden.

Art. 6. Om de dienstverleningen in het kader van de cheque voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming vallend onder pijler "Opleiding" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet en onder pijler "Coaching" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet te kunnen uitoefenen moeten de dienstverleners erkend overeenkomstig de in artikel 7 bedoelde procedure de volgende voorwaarden vervullen:

1° ofwel opleidingen verstrekken waarvoor ze erkend zijn, ofwel de projectontwikkelaar in de uitvoering van zijn project begeleiden;

2° zich vergewissen dat het project van de projectontwikkelaar uitvoerbaar is;

3° de projectontwikkelaar in zijn inschrijving op het webplatform begeleiden;

4° de voor de betaling van de elektronische cheques nodige documenten invullen en afgeven;

5° een overeenkomst sluiten met de projectontwikkelaar(s) voor de uitvoering van de dienstverlening, waarvan het model in bijlage 1 bij dit besluit wordt vermeld;

6° overeenkomstig de in artikel 7 bedoelde procedure door de Minister erkend zijn;

7° de vigerende sociale en fiscale wetgevingen naleven;

8° een beschrijving geven van de materiële middelen en hulpbronnen waarmee de coaching en de opleidingen kunnen worden verzekerd;

9° onverminderd artikel 9 over het pedagogische personeel beschikken dat nodig is voor de organisatie van de opleidingen of van de begeleiding;

10° een daadwerkelijke ervaring op het gebied van de begeleiding of van de beroepsopleiding kunnen aantonen, die op grond van de volgende elementen kan worden geverifieerd:

a) het professionalisme en de kwaliteit van de verleende diensten;

b) de bekwaamheid om de relevantie van de projecten te analyseren;

c) de bekwaamheid om de projectontwikkelaar te heroriënteren;

d) de begeleiding.

Art. 7. § 1. De dienstverlener die in het kader van dit besluit een erkenning aanvraagt, richt bij aangetekende brief of per e-mail een aanvraag aan de Administratie aan de hand van het formulier waarvan het model door de Administratie wordt bepaald.

De Administratie bericht ontvangst van de erkenningsaanvraag binnen tien dagen na ontvangst ervan. Indien de aanvraag onvolledig is, stelt de Administratie de aanvrager in kennis daarvan binnen dezelfde termijn. De dienstverlener beschikt over een termijn van vijftien dagen om de ontbrekende documenten of inlichtingen over te maken. Zo niet deelt de Administratie de aanvrager mee dat zijn aanvraag geen gevolg krijgt.

Onverminderd artikel 28 van het besluit wordt de behandeling van de aanvraag door de Administratie uitgevoerd op grond van een kwaliteitseisenbundel waarvan het model door haar wordt bepaald; bedoelde kwaliteitseisenbundel omvat informatie- en bevoegdheidselementen alsook concrete verbintenissen inzake de kwaliteit van de diensten en de kwaliteit van de opleidingen of van de coaching.

De Administratie kan de Commissie om advies verzoeken, die zich uitspreekt binnen een termijn van 35 dagen na ontvangst van de adviesaanvraag. Na afloop van die termijn zet de Administratie de behandeling van de aanvraag voort.

Binnen negentig dagen na ontvangst van de aanvraag maakt de Administratie een behoorlijk gemotiveerd beslissingsvoorstel, vergezeld, in voorkomend geval, van het advies van de Commissie, aan de Minister over.

De Minister neemt haar beslissing binnen vijftien dagen na ontvangst van het in het vijfde lid bedoelde voorstel en maakt haar de beslissing binnen dezelfde termijn over.

De Administratie geeft kennis van de beslissing aan de dienstverlener binnen tien dagen na ontvangst ervan.

De erkenning wordt voor een hernieuwbare periode van drie jaar toegekend.

De hernieuwingsaanvraag wordt bij de Administratie ingediend ten vroegste zes maanden en uiterlijk vier maanden voor het verstrijken van de lopende erkenning.

De procedure voor de hernieuwing van de erkenning wordt uitgevoerd binnen dezelfde termijnen en volgens dezelfde modaliteiten als de erkenningsprocedure.

§ 2. De dienstverlener die wenst een nieuwe opleiding te laten erkennen of een nieuwe begeleiding te verstrekken tijdens de periode van drie jaar waarvoor hij erkend is, verzoekt er de Administratie om, die ze in de vorm en volgens de modaliteiten bedoeld in § 1 behandelt.

Bij gunstige beslissing wordt de erkenning uitgebreid tot de nieuwe opleiding of de nieuwe begeleiding, en dit, tot het einde van de oorspronkelijke erkenning.

§ 3. De erkenningen gekregen door opleidingsoperatoren erkend bij of krachtens het decreet van 19 december 2002 betreffende cheques voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, worden geacht erkenningen van dienstverleners in het kader van het decreet te zijn.

De in het eerste lid bedoelde erkenningen zijn geldig voor een duur van zes maanden met ingang van 1 juli 2017.

De in het eerste lid bedoelde opleidingsoperatoren moeten hun erkenningsaanvraag in het kader van dit besluit uiterlijk op 1 oktober 2017 indienen.

§ 4. In geval van weigering van de erkenning kan de dienstverlener door elk middel dat vaste datum verleent, een met redenen omkleed beroep bij de Administratie indienen binnen vijftien dagen na ontvangst van de weigeringsbeslissing.

De Administratie bericht ontvangst van het beroep binnen tien dagen. Ze behandelt het dossier en maakt een voorstel aan de Minister over binnen dertig dagen na ontvangst van het in het eerste lid bedoelde beroep.

In voorkomend geval kan de Administratie de Commissie om advies verzoeken. In dit geval spreekt de Commissie zich uit binnen vijftig dagen na ontvangst van de adviesaanvraag en wordt de in het tweede lid bedoelde termijn op zestig dagen gebracht.

De Minister bevestigt of ontkracht haar oorspronkelijke beslissing binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het voorstel van de Administratie.

De Administratie geeft kennis van de beslissing aan de dienstverlener binnen tien dagen na ontvangst ervan.

Art. 8. § 1. Overeenkomstig artikel 12, § 2, van het besluit kan de Administratie de dienstverlener tijdens één jaar uitsluiten van de elektronische portfolio.

De Administratie richt vooraf een waarschuwing bij aangetekend schrijven aan de dienstverlener, waarin hij erom verzocht wordt zijn opmerkingen en verweermiddelen mee te delen binnen vijftien dagen na ontvangst van de aangetekende brief.

De waarschuwingsbrief bepaalt de redenen waarom de uitsluiting uit de portfolio wordt overwogen.

Op eigen verzoek kan de dienstverlener of zijn afgevaardigde door de Commissie gehoord worden binnen een termijn van vijftig dagen na ontvangst van de aanvraag door de Administratie.

De Commissie brengt advies uit binnen vijftien dagen na het verhoor van de dienstverlener. Als de dienstverlener niet wenst om gehoord te worden, kan de Administratie de Commissie om advies verzoeken, die zich binnen de in het vierde lid bedoelde termijn uitspreekt.

De Administratie betekent via een zending met vaste datum de in het eerste lid bedoelde beslissing, waarin ze de termijnen en beroepsmiddelen bepaalt. Ze informeert ook de Minister per e-mail.

De dienstverlener die uit de portfolio is uitgesloten, mag tot het conform maken van zijn verplichtingen geen nieuwe projectontwikkelaars aanvaarden. De projectontwikkelaars die een opleiding of een coaching vóór de uitsluitingsbeslissing hebben opgestart, worden gemachtigd om hun opleiding of hun coaching tot het einde ervan voort te zetten.

Aan het einde van de uitsluitingsperiode vraagt de dienstverlener die uit de portfolio is uitgesloten, de machtiging aan om zich opnieuw in te schrijven op het webplatform aan de hand van het door de Administratie bepaalde formulier.

De Administratie bericht ontvangst van de in het zevende lid bedoelde aanvraag en maakt een voorstelbeslissing aan de Minister over binnen een termijn van vijf dagen. De Minister neemt haar beslissing binnen tien dagen na ontvangst van het voorstel van de Administratie en maakt haar de beslissing binnen dezelfde termijn over. De Administratie geeft kennis van de beslissing aan de dienstverlener binnen vijf dagen na ontvangst ervan.

§ 2. Overeenkomstig artikel 13, tweede lid, van het besluit kan de Minister op voorstel van de Administratie de erkenning van de dienstverlener intrekken.

De Administratie richt vooraf een waarschuwing bij aangetekend schrijven aan de dienstverlener, waarin hij erom verzocht wordt zijn opmerkingen en verweermiddelen mee te de delen binnen vijftien dagen na ontvangst van de aangetekende brief.

De waarschuwingsbrief bepaalt de redenen waarom intrekking wordt overwogen.

Op eigen verzoek kan de dienstverlener of zijn afgevaardigde door de Commissie gehoord worden binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag door de Administratie.

De Commissie brengt advies uit binnen vijftien dagen na het verhoor van de dienstverlener. Als de dienstverlener niet wenst om gehoord te worden, kan de Administratie de Commissie om advies verzoeken, die zich binnen de in het vierde lid bedoelde termijn uitspreekt.

De Administratie maakt het dossier, vergezeld, in voorkomend geval, van het advies van de Commissie, aan de Minister over, die zich binnen vijftien dagen na ontvangst van het dossier uitspreekt.

De Administratie betekent via een zending met vaste datum de in het eerste lid bedoelde beslissing, waarin ze de termijnen en beroepsmiddelen bepaalt.

De dienstverlener van wie de erkenning is ingetrokken, mag binnen twaalf maanden volgend op de datum van kennisgeving van de erkenningsintrekking geen nieuwe erkenningsaanvraag indienen.

Art. 9. § 1. Overeenkomstig artikel 16 § 1, vierde lid, van het besluit maakt de dienstverlener die van plan is, een beroep te doen op onderaannemers voor de uitvoering van het geheel of een deel van de in de overeenkomst bedoelde dienstverleningen, de ontwerpovereenkomst voor voorafgaand akkoord aan de Administratie over, alvorens hij zich op het webplatform inschrijft.

Overeenkomstig artikel 22 van het besluit richt de dienstverlener die tijdens de uitvoering van de overeenkomst van plan is, een beroep te doen op onderaannemers voor de uitvoering van het geheel of een deel van de in de overeenkomst bedoelde dienstverleningen, een machtigingsaanvraag ofwel bij schrijven, ofwel per e-mail aan de Administratie. De aanvraag gaat vergezeld van een afschrift van de samenwerkingsovereenkomst waarvan het model door de Administratie wordt bepaald.

De Administratie spreekt zich uit binnen tien dagen na ontvangst van de in het tweede lid bedoelde aanvraag.

§ 2. De dienstverlener die overeenkomstig § 1 gemachtigd is om een beroep te doen op onderaannemers, deelt jaarlijks op de verjaardagsdatum van de machtiging de lijst van zijn onderaannemers aan de Administratie mede.

Art. 10. Een opvolging van dit ministerieel besluit wordt door de Commissie gewaarborgd die in dit kader belast is met de volgende opdrachten:

1° aanbevelingen formuleren om de kwaliteit van de dienstverleners te verbeteren;

2° een advies uitbrengen over de ontwikkeling van de cheque voor het volgen van een opleiding met het oog op het opstarten van een onderneming, vallend onder pijler "Opleiding" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 1°, van het decreet, en onder pijler "Coaching" bedoeld in artikel 4, § 1, eerste lid, 3°, van het decreet.

Art. 11. Overeenkomstig artikel 20, § 1, derde lid, van het besluit voegt de dienstverlener een uitvoeringsverslag waarvan het model in bijlage 2 bij dit besluit wordt vermeld, bij zijn factuur.

Art. 12. Onverminderd de controle uitgevoerd door de Administratie overeenkomstig artikel 23 van het besluit, worden het toezicht en de controle van het decreet en van zijn uitvoeringsbesluiten uitgeoefend overeenkomstig het decreet van 5 februari 1998 betreffende houdende toezicht en controle op de naleving van de wetgeving betreffende de omscholing en de bijscholing.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2017.

Namen, 29 juni 2017.

E. TILLIEUX

BIJLAGE 1

Samenwerkingsovereenkomst tussen de projectontwikkelaar en de dienstverlener

1) Identificatie van de partijen

De dienstverlener,

Inschrijvingsnummer webplatform :	
Benaming	
Juridisch statuut	
Adres - PC - GEMEENTE	
Ondernemingsnummer	
Erkenningsnummer	
Naam, voornaam en functie van de verantwoordelijke persoon	

De projectontwikkelaar,

Inschrijvingsnummer webplatform	
Naam -voornaam	
Geboortedatum	
Nationaliteit	
Geslacht	

Adres -Postcode -Gemeente	
Telefoon en e-mail	
Bankrekeningnr.	
Hoogst behaalde diploma :	
Universitair (licentie, doctoraat, aanvullende diploma's	
Master (hoger onderwijs van het lange type)	
Baccalaureaat (hoger onderwijs van het korte type, A1)	

Postsecundair hoger onderwijs (Kwalificatiegetuigschrift zevende jaar, opleiding bedrijfsleider...)	
Secundair hoger onderwijs, A2 (getuigschrift van het hoger secundair onderwijs, kwalificatiegetuigschrift zesde jaar, leerovereenkomst van de middenstand)	
Lager secundair onderwijs, A3 (getuigschrift van het lager secundair onderwijs, kwalificatiegetuigschrift vierde jaar)	
Lager onderwijs	
Zonder diploma	

2) Beschrijving van het project

NACE code van de toekomstige activiteit :

Vermoedelijke datum van het opstarten van de activiteit:

Beknopte beschrijving van de activiteit:

3) Doel van het project

De projectontwikkelaar :

Wenst zich te vestigen als zelfstandige in hoofdberoep	
Wenst een handelsvennootschap op te richten waarin hij de functie van beheerder of afgevaardigd bestuurder zal uitoefenen en waarvan de rechtsvorm de volgende zal zijn:	
Een naamloze vennootschap (NV)	
een vennootschap met beperkte aansprakelijkheid (BVBA/EBVBA)	
een gewone commanditaire vennootschap (GCV)	
een commanditaire vennootschap op aandelen (CVA)	
een coöperatieve vennootschap met beperkte of onbeperkte aansprakelijkheid (CVBA of CVOA)	
een vennootschap in gemeenschappelijke naam (VGN)	
een groepering van economisch belang (GEB)	
nog niet bepaald	

- de activiteit is een activiteit met sociale doeleinden JA / NEE

- Plaats van de activiteit (postcode en gemeente) :

4) Beschrijving van de dienstverlening

Beschrijving van de opleiding(en) / voorgestelde begeleiding:

Aantal opleidingsuren/voorzienbegeleiding voor de prestatie:

Plaats van de opleiding/begeleiding :

Uurkost van de opleiding/begeleiding :

Materiële middelen die ter beschikking worden gesteld:

Planning van de opleidingen/voorzienbegeleiding:

	Bedragen excl. BTW
Totale bedrag van de prestatie (100 %) :	
Aangevraagd bedrag in het kader van de steunportfolio (80 % totaal bedrag):	
Bedrag van de tegemoetkoming van de projectontwikkelaar (20 % totaal bedrag):	

5) Onderaanneming

Tussenkost van onderaanneming voor de prestatie : JA/NEE

Indien ja :

Benaming	
Juridisch statuut	
Adres - PC - GEMEENTE	
Ondernemingsnummer	
Erkenningsnummer	
Naam, voornaam en functie van de verantwoordelijke persoon	
Soort tussenkomst	Opleiding / begeleiding
Aantal uren	
Percentage van onderaanneming in de prestatie	

Opgelet : De onderaannemer zal alleen maar opleidingen/begeleiding kunnen verstrekken die in de erkenning van de dienstverlener zijn bevat.

6) Naleving van de wetgeving

De dienstverlener en de projectontwikkelaar verbinden zich ertoe alle wettelijke bepalingen van het decreet van 21 december 2016 en zijn uitvoeringsmodaliteiten na te leven

7) Verbintenissen van de partijen

1. De dienstverlener verbindt zich ertoe :

- de opleidingen of de begeleiding van de projectontwikkelaar te verzekeren die een uitvoerbaar project heeft;
- na te gaan dat de projectontwikkelaar aan de toegangsvoorwaarden van het decreet van 21 december 2016 en zijn uitvoeringsmodaliteiten voldoet
- dat de geleverde prestatie overeenstemt met de aanvraag van de projectontwikkelaar en deze overeenkomst na te leven

- resultaat op te leveren t.o.v. de projectontwikkelaar;
- kwaliteitsvolle diensten aan te bieden aan de projectontwikkelaar.

2. De projectontwikkelaar verbindt zich ertoe :

- de opleidingen/begeleiding te volgen die in deze overeenkomst worden omschreven;
- zich als zelfstandige in hoofdberoep te vestigen of zijn bedrijf in het Waalse Gewest op te richten.

8) Aangifte en verplichtingen van de partijen

In het geval van valse aangifte, overtreding en/of niet-naleving van de bepalingen van het decreet van 21 december 2016 en zijn uitvoeringsmodaliteiten of van deze overeenkomst, zal de projectontwikkelaar of de dienstverlener aan het Waalse Gewest de subsidies/ontvangsten moeten terugbetalen waarvan hij genoten heeft voor de prestatie bedoeld in deze overeenkomst.

Gedaan te....., op.....

Handtekening projectontwikkelaar

Handtekening dienstverlener

Bij te voegen stukken

- Uittreksel uit het strafregister
- Het attest van hoofdzakelijke niet aansluiting bij een Sociale Verzekeringskas voor Zelfstandigen; - Attest op erewoord van de projectontwikkelaar op de afwezigheid van het statuut van zelfstandige in hoofdberoep, bestuurder of beheerder van een handelsvennootschap op het ogenblik van de ondertekening van deze overeenkomst.

BIJLAGE 2**Uitvoeringsverslag van de dienstverlener****IDENTIFICATIE VAN DE PARTIJEN****De dienstverlener**

Benaming :

Juridisch statuut :

Erkenningsnummer :

Adres - PC - GEMEENTE

Ondernemingsnummer :

De projectontwikkelaar

Inschrijvingsnummer (webplatform) :

Naam -voornaam :

Geboortedatum :

BESCHRIJVING VAN DE DIENSTVERLENING

Verstreekte opleiding(en)/begeleiding :

Aantal opleidingsuren/begeleiding gevolgd door de projectontwikkelaar:

Nauwgezetheidspercentage van de projectontwikkelaar :

Indien opleiding door een onderaannemer, resultaat van het tevredenheidsonderzoek uitgevoerd bij de projectontwikkelaar over de kwaliteit van de opleiding:

Bedrag van de dienstverlening excl. BTW:

	Bedragen excl. BTW
Totale bedrag van de prestatie (100 %) :	
Aangevraagd bedrag in het kader van de steunportfolio (80 % totaal bedrag):	
Bedrag van de tegemoetkoming van de projectontwikkelaar (20 % totaal bedrag):	
Handtekening dienstverlener	

Opgemaakt te.....op.....

Stukken bij te voegen aan dit uitvoeringsverslag:

- De aanwezigheidslijst met data en handtekening van de projectontwikkelaar
- In het geval van onderaanneming, een afschrift van het tevredenheidsonderzoek uitgevoerd bij de projectontwikkelaar.
- Een exemplaar van de factuur van de prestatie excl. BTW met specificatie van de prestatie (met de vermeldingen : van het bedrag van de bijdrage van de ontwikkelaar 20 % , van het bedrag van de bijdrage WG 80 % en van de BTW)

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/200274]

21 DECEMBRE 2017. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 29 juin 2017 portant exécution partielle, en matière de formation professionnelle, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1^{er}, 3 et 4, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré

Le Ministre de l'Économie, de la Recherche, de l'Industrie, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,

Vu la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, les articles 11 à 14;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 57 à 62;

Vu le décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4 du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juillet 2017 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 août 2017 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'article 3, § 1^{er}, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté ministériel vise à proroger la durée des agréments pour les opérateurs de formation, agréés antérieurement par ou en vertu du décret du 19 décembre 2002 relatif aux chèques formation à la création d'entreprise, afin de permettre la mise en place du dispositif réformé et de garantir la continuité des services offerts aux porteurs de projet,

Arrête :

Article 1^{er}. L'alinéa 2 du 3^{ème} paragraphe de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 29 juin 2017 portant exécution partielle, en matière de formation professionnelle, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017 portant exécution des chapitres 1, 3 et 4, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, est modifié comme suit :

« Les agréments visés à l'alinéa 1^{er} sont valables pour une durée de 8 mois à dater du 1^{er} juillet 2017 ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Namur, le 21 décembre 2017.

P.-Y. JEHOLET